

Gaza, jour 291 : 39 006 palestiniens tués, le virus de la polio détecté, les hôpitaux saturés et l'aide humanitaire ciblée par des tirs israéliens

Description

Alors que le nombre de décès a dépassé lundi 22 juillet la barre symbolique des 39 000, l'armée israélienne poursuit ses frappes dans des zones densément peuplées de civils qui ne savent plus où se réfugier.

Par l'Agence Média Palestine, le 23 juillet 2024



Des Palestiniens enterrent leurs proches tués lors d'une frappe aérienne israélienne à Khan Younis, dans le sud de la bande de Gaza, le 26 février 2024. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

Depuis notre dernier [point sur la situation du 18 juillet](#), Israël a tué 172 Palestiniens et en a blessé 388 dans la bande de Gaza, portant le nombre de morts depuis le 7 octobre à 39 006 et le nombre de blessés à 89 818, selon le ministère de la Santé de Gaza. Il est estimé à près de 10 000 le nombre de personnes non identifiées enfouies sous les décombres.

Parmi ces victimes figurent de nombreux enfants, y compris en Cisjordanie. Selon l'UNICEF, le nombre d'enfants tués par Israël en Palestine a augmenté de 250 % par rapport à l'année dernière en Cisjordanie, soit un enfant tué tous les deux jours. Le dernier décompte concernant les enfants tués à Gaza faisait état en mai de 14 000 victimes, et l'ONG Save the Children estime à [plus de 21 000](#) le nombre d'enfants que l'on ne parvient pas à localiser, perdus, séparés de leurs familles, blessés ou tués.

Un nouveau massacre à Khan Younis

Un nouvel ordre d'évacuation de l'armée israélienne a été délivré lundi 22 juillet au matin, concernant la zone dite « humanitaire » d'une partie de Khan Younis, où sont concentrées environ 400 000 personnes, dont de nombreuses familles déplacées plusieurs reprises depuis le début de l'assaut israélien sur la bande de Gaza. Cette ordre réduisait ainsi la superficie de la zone de près de 15 %.

Des rapports indiquent que les familles se déplacent actuellement vers les zones de Deir al Balah et de l'ouest de Khan Younis. Ces deux zones sont déjà fortement surpeuplées, disposent d'abris et de services limités et peuvent à peine accueillir l'afflux supplémentaire de personnes déplacées. Depuis le 22 juillet, près de 83 % de la bande de Gaza a été placée sous ordre d'évacuation ou désignée comme « zone interdite » par l'armée

israélienne.

L'annonce de cette nouvelle évacuation a immédiatement suivie de bombardements violents sur la zone concernée, ne laissant donc aucun moyen aux civils de trouver un endroit sûr où se réfugier. Les frappes aériennes de l'armée d'Israël ont tué au moins 70 palestiniens et fait plus de 200 blessés.

Les autorités sanitaires de Gaza déclarent que les personnes tuées et blessées ont été prises dans les attaques sur et autour de Khan Younis, et que d'autres victimes sont probablement ensevelies sous les débris, ou laissées sur le bord de la route parce que les ambulances ne peuvent pas les atteindre. Les médecins de Gaza affirment également que des civils ont été tués par des salves de chars dans la ville de Bani Suhaila et dans d'autres villes bordant la partie orientale de Khan Younis, la zone ayant également été bombardée depuis les airs, selon l'agence de presse Reuters.

Suite à ce massacre, le complexe médical Nasser doit faire face à un nouvel afflux massif de blessés, alors que les unités de sang, les fournitures médicales et les lits d'hôpital sont cruellement déficients. L'hôpital, qui était déjà à l'agonie avant ce dernier afflux massif de blessés, a lancé un nouvel appel à la population pour qu'elle donne son sang de toute urgence, avertissant que les conditions sont désastreuses dans l'établissement, avec des patients allongés sur le sol.

Mohammed Sakr, porte-parole de l'hôpital Nasser, déclare que l'établissement est submergé par les cas et qu'ils peuvent à peine traiter les blessés qui continuent d'affluer. « Des dizaines de cas sont à l'attente. Nous n'avons pas de lits pour placer les patients ; nous nageons dans une mare de sang ». Les évacuations médicales hors de Gaza restent largement suspendues depuis la fermeture du point de passage de Rafah, et l'OMS continue d'insister sur la mise en place de couloirs d'évacuation sûrs pour permettre immédiatement un nombre croissant de patients gravement malades et blessés d'accéder aux soins vitaux dont ils ont besoin.

Situation sanitaire catastrophique

Les ordres d'évacuation incessants et les hostilités incessantes continuent de dévaster le système de santé de Gaza et rendent de plus en plus difficile l'accès aux services essentiels pour les populations déplacées à plusieurs reprises, en particulier pour les personnes souffrant de maladies chroniques. Les services de santé sexuelle et reproductive continuent également à se réduire. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) signale que seuls huit des seize hôpitaux partiellement opérationnels et quatre hôpitaux de campagne fournissent actuellement des services maternels, et que plus de 500 000 femmes en âge de procréer n'ont pas accès aux soins prénatals et postnatals, au planning familial et à la prise en charge des infections sexuellement transmissibles. Dans le même temps, de nombreux évènements faisant de nombreuses victimes dans toute la bande de Gaza mettent encore plus à l'épreuve les capacités déjà limitées de réponse aux traumatismes et aux situations d'urgence.

La fragilisation du système de santé est aggravée par la destruction d'une grande partie de l'infrastructure sanitaire à Gaza, qui survit maintenant avec seulement un quart de l'approvisionnement en eau disponible avant la guerre, rapporte le Cluster Eau, Assainissement et

Hygiène.

« La pollution issue du conflit » risque « d'aggraver la crise sanitaire », alertait déjà l'ONG néerlandaise PAX for the Peace, dans une note publiée le 18 juillet. « Comme il fait plus chaud, il y a plus de problèmes. Au-delà de la puanteur, il y a le risque des maladies et la prolifération de rongeurs ou de moustiques qui favorisent autant plus la propagation des maladies », déclarait également Louise Wateridge, porte-parole de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Le 19 juillet, le poliovirus a été détecté dans des échantillons d'eaux usées dans la bande de Gaza. La poliomyélite se contracte notamment par l'ingestion d'eau contaminée, or la quantité d'eau disponible à Gaza s'est effondrée de « 94 % » depuis le début du conflit selon un rapport d'Oxfam publié en juillet. L'ONG accuse Israël d'utiliser l'eau comme une arme de guerre à Gaza, avec des coupures d'approvisionnement, du pompage et de la destruction des usines de traitement, provoquant « une catastrophe sanitaire mortelle ».

L'UNRWA prise pour cible

Les travailleurs humanitaires opérant dans la bande de Gaza continuent à courir de graves risques ; cette semaine, Project Hope rapportait que son équipe avait échappé de justesse aux retombées d'une frappe aérienne israélienne dans la « zone humanitaire » de Khan Younis le 16 juillet. Un médecin de l'équipe qui rentrait chez lui au moment de la frappe déclara qu'un missile avait touché une zone située à moins de 40 mètres de lui : « Nous avons vu du sang et des victimes dans les rues, ce qui a provoqué une peur intense parmi nous tous. Nous avons pleuré sous le choc de la scène, mais heureusement, nous avons tous réussi à rentrer chez nous sains et saufs. Cependant, le traumatisme persiste dans nos camps : nous sommes censés être dans une zone sûre ».

Selon l'UNRWA, un convoi d'aide se dirigeant vers la ville de Gaza le 21 juillet a été la cible de tirs. Le chef de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), Philippe Lazzarini, a en effet déclaré lundi 21 juillet que les forces israéliennes avaient pris pour cible un convoi humanitaire se dirigeant vers la ville de Gaza.

« Les forces israéliennes ont tiré à plusieurs reprises sur un convoi de l'ONU se dirigeant vers la ville de Gaza », a-t-il déclaré, ajoutant qu'un véhicule avait été touché par cinq balles alors qu'il attendait devant un poste de contrôle israélien près de la rive Gaza, causant de graves dommages.

« Bien qu'il n'y ait pas de victimes, nos équipes ont dû se baisser et se mettre à l'abri ! Les équipes voyageaient dans des voitures blindées de l'ONU clairement identifiées et portaient des gilets de l'ONU », a-t-il déclaré, ajoutant que le convoi avait coordonné et approuvé son voyage avec les autorités israéliennes.

Le ministre jordanien des affaires étrangères, Ayman Safadi, a commenté la description de l'attaque faite par M. Lazzarini, la qualifiant de crime de guerre : « Gaza n'est pas seulement devenu un cimetière pour les enfants. Elle est devenue un cimetière pour le droit international, une tache honteuse sur l'ensemble de l'ordre international », a-t-il déclaré.

Depuis octobre 2023, au moins 278 travailleurs humanitaires ont été tués à Gaza, dont 201 membres du personnel de l'ONU.

date création

2024/07/23